

# **Conseil Social d'Administration du ministère de l'Éducation nationale**

## **Séance du 10 juillet 2024**



### **Déclaration de SUD éducation**

Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

Les résultats des élections européennes puis les deux tours des élections législatives ont confirmé ce que SUD éducation vous répète : les électeurs et les électrices, comme les personnels de l'Éducation nationale, ne veulent pas de la politique du duo Macron-Attal, ils et elles ne voulaient ni de la réforme des retraites et ni de la loi immigration, ils et elles ne veulent pas de cette manière brutale de gouverner à coup de 49.3 contre le Parlement et contre les cadres démocratiques de la société que sont les organisations syndicales.

**Gabriel Attal a fait de l'école une vitrine de sa politique.** Sa stratégie a été de reprendre les thématiques de l'extrême droite en interdisant les abayas à la rentrée scolaire 2024, en expérimentant l'uniforme, en aggravant le tri social avec le Choc des Savoirs, **cette stratégie a participé à conduire le Rassemblement national aux portes du pouvoir.** La manière brutale dont il a imposé ses réformes contre les personnels et dont il a fait de l'école un sujet de communication politique, ont conduit à délégitimer la parole publique et à aggraver la fracture entre les personnels et le ministère. **Le ministère de l'Éducation nationale doit faire le constat de l'échec de sa politique et doit entendre le désaveu issu des urnes.**

Vous avez refusé d'entendre l'an dernier la mobilisation contre le Choc des savoirs qui a pris différentes formes au cours du dernier semestre (pétitions, grèves, occupations d'école et de collège...), alors nous vous le demandons aujourd'hui en CSA : allez-vous gouverner contre les urnes ? allez-vous continuer à n'écouter ni les organisations syndicales, ni les urnes ?

Vous avez abîmé notre démocratie.

Le Rassemblement national a obtenu plus de 10 millions de voix et 143 député·es à l'Assemblée nationale, chacun de vos dénis de démocratie fait le lit de l'extrême droite. **Votre responsabilité est d'en prendre acte et de réparer la démocratie.**

La première mesure à prendre est de **retirer le Choc des Savoirs** qui a été rejeté aussi bien dans les urnes que sur le terrain par les personnels.

Ensuite, la situation politique vous oblige à un certain nombre de mesures unanimement portées par les personnels et indispensables au service public d'éducation :

- **la création d'un vrai statut de la Fonction publique pour les AESH**, essentielle à la scolarisation des élèves en situation de handicap à l'école,
- **l'augmentation des salaires et leur indexation sur l'inflation**, essentielle pour favoriser l'attractivité des métiers de l'éducation,
- **la baisse du nombre d'élèves par classe**, essentielle pour retrouver du sens à nos métiers, garantir nos conditions de travail et assurer les conditions de la réussite de tou·tes les élèves.

**Les revendications que nous portons expriment les aspirations des personnels à davantage de justice sociale, pour une société plus démocratique, qui promeut les libertés publiques et lutte contre les discriminations. Voilà notre boussole à SUD éducation. Voilà ce qui devrait être la feuille de route du ministère de l'Éducation nationale.**